Bulletin de conjoncture économique et sociale

N°19 4ème Trimestre 2015

I – CONJONCTURE 2

Les dernières données de conjoncture économique.

II – ACTUALITES DEPARTEMENTALES 3

Les informations concernant la vie des entreprises, les projets d'aménagement et de développement économique du département.

III – ZOOM TERRITORIAL 5

Présentation du profil économique et social d'un territoire. Dans ce numéro : Pantin

III – ZOOM SECTORIEL 8

Présentation secteur de la Construction en Seine-Saint-Denis

IV – CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES 11

Les chiffres de la création et des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis

V – MARCHE DU TRAVAIL ET RSA 13

Les chiffres des demandeurs d'emploi des allocataires du RSA, le taux de chômage, et cartographie par commune.

VI – DEFINITION & CHIFFRES CLES 18

seine·saint·denis
LE DÉPARTEMENT

I - CONJONCTURE NATIONALE ET MONDIALE (Source : INSEE, ….)

Quartier d'affaires, La Défense, France

L'économie mondiale hésitante, en prise au ralentissement de la Chine et des pays émergents

La croissance mondiale devrait être moins dynamique qu'anticipée en 2015 et conserverait une trajectoire hésitante en 2016. L'activité relativement soutenue dans les pays avancés ne parviendrait pas à gommer les effets du ralentissement en Chine et les sérieuses difficultés économiques de plusieurs grands pays émergents.

C'est l'analyse de plusieurs institutions économiques, qui ont revu à la baisse leur prévision de croissance pour 2015 et observent une très grande prudence s'agissant de l'activité économique mondiale en 2016. Dans ses dernières prévisions (octobre 2015), le Fonds Monétaire International (FMI) voit une année 2015 moins dynamique que 2014, avec une croissance mondiale attendue à 3,1% (3,3%, prévisions de juillet 2015).

La Banque Mondiale, déjà moins optimiste, attend désormais une croissance économique mondiale de 2,4% en 2015 (prévisions de janvier 2016), soit 0,4% de moins que le niveau annoncé dans ses prévisions de juin 2015.

Pour 2016, ces organisations anticipent une meilleure tenue de l'économie mondiale, sans toutefois s'attendre à un regain spectaculaire. Ainsi, le FMI et la Banque Mondiale prévoient respectivement une croissance de 3,6% et 2,9%, soit pour l'une et l'autre, 0,5 point supplémentaire par rapport à 2015.

De manière générale, les économies les plus avancées enregistrent une activité solide. L'économie américaine semble avoir retrouvé une dynamique forte au 2e semestre 2015, rattrapant un début d'année difficile. Sa croissance en fin d'année devrait s'établir aux alentours de 2,6% et progresser très légèrement en 2016. Ceci se traduit concrètement par la bonne tenue de la consommation des ménages, de l'investissement des entreprises et un niveau de création d'emplois élevé.

L'activité économique dans la zone euro, tirée toujours par l'Allemagne, reste globalement bien orientée. Le FMI y a d'ailleurs maintenu sa prévision de croissance. Celle-ci devrait s'établir à 1,5% en 2015 et resterait quasiment inchangée en 2016 (+1,6%).

La situation des pays émergents est quant à elle préoccupante, contrebalançant au niveau mondial, la relative bonne performance des pays avancés. Si la poursuite du ralentissement de l'économie chinoise était attendue, la situation des autres grandes économies émergentes (Brésil, Russie et les grands producteurs de matières premières) semble s'être dégradée plus que prévu. La poursuite de la baisse des cours de matière première n'augure pas une année 2016 meilleure que 2015. Le FMI comme la Banque Mondiale ont encore revu à la baisse leur prévision de croissance pour le Brésil et la Russie notamment.

Pour la France aussi, les conjoncturistes se montrent réservés. Si la Banque de France comme le FMI maintiennent leur prévision de croissance (+1,2%) pour 2015, la première vient de réviser à la baisse sa prévision 2016. Elle s'attend désormais à une progression de l'activité de l'ordre de 1,4% (contre 1,8% annoncée en juin 2015). La consommation des ménages demeure le moteur de l'activité française et profite de la chute des prix des matières premières notamment le pétrole ; l'investissement des entreprises restant quant à lui faible.

Projections de croissance 2015 et 2016 *(Variation en pourcentage)*

		Projections		Différence par rapport à la mise à jour des projections de juillet 2015	
	2014	2015	2016	2015	2016
Production mondiale	3,4	3,1	3,6	-0,2	-0,2
Pays avancés	1,8	2	2,2	-0,1	-0,2
Etats-Unis	2,4	2,6	2,8	0,1	-0,2
Zone euro	0,9	1,5	1,6	0	-0,1
France	0,2	1,2	1,5	0	0
Pays émergents et pays en développement	4,8	4	4,5	-0,2	-0,2
Chine	7,3	6,8	6,3	0	0

Extrait du tableau : Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections. Dans : Perspectives de l'économie mondiale, FMI, octobre 2015

Tendances favorables	Tendances défavorables
- Baisse des prix du pétrole et du cours des matières premières ; - Amélioration de l'activité en zone euro ; - Montée en régime des politiques publiques d'emplois (CICE, emplois d'avenir, contrats aidés).	- Tensions sur la demande mondiale à cause des facteurs économiques (baisse de la croissance chinoise, récession au Brésil…) et politiques (instabilité au Moyen-Orient…). - poursuite de la hausse des demandeurs d'emploi fin du mois (DEFM) en novembre 2015 en Seine-Saint-Denis.

En couverture: Les grands moulins de Pantin

Entreprises : Développement durable et « nouvelles technologies », au cœur de la dynamique des entreprises

Eco-Collectoor veut mettre fin à la pollution des gobelets en plastique usagés

La première entreprise française de recyclage des gobelets en plastique usagés est implantée en Seine-Saint-Denis. L'entreprise Eco-Collectoor, créée en 2008 par Siegfried Roche au Blanc-Mesnil, ambitionne de collecter une bonne partie des quelques 4 milliards de gobelets en plastique utilisés chaque année en France, afin de les introduire dans un circuit de revalorisation conduisant en leur transformation en matière première secondaire. Celle-ci sert ensuite à la production des objets usuels (autres gobelets en plastique, cintres pour vêtements, stylos, etc.), contribuant ainsi à une moindre utilisation des ressources fossiles. L'entreprise compte actuellement 4 salariés et a installé plus de 800 collecteurs de gobelets de différents formats dans plusieurs structures. Parmi ses clients, on compte aussi bien des grands groupes (Axa, Danone, Generali, Airbus, Bnp Paribas, etc.), des universités (Paris VII – Jussieu, La Sorbonne, Paris X – Nanterre) ou des salles de spectacles comme le Zénith de Paris.

Eco-Collectoor dégage un chiffre d'affaires annuel de près de 500 000 euros, en collectant environ 30 millions de gobelets à travers ses bornes. Son objectif est de multiplier son activité par 3 d'ici 2018. L'entreprise est confiante dans sa capacité à atteindre cet objectif, car il y a désormais une réelle prise de conscience des conséquences négatives du recours à certains produits de consommation sur l'environnement. Par ailleurs, elle œuvre à convaincre ses partenaires que le gobelet en plastique, si son recyclage est pris en charge correctement, est écologiquement plus vertueux que le gobelet en carton, dont le bilan carbone est plus négatif.

Novaedia favorise les produits bio et le commerce équitable

C'est à l'Ile-Saint-Denis qu'est lancée en 2012, la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Novaedia, qui développe un service original de commercialisation de produits alimentaires sur la base des principes du développement durable, en favorisant l'insertion professionnelle des publics fragilisés. Au départ, il s'agissait d'une association, Capital banlieue, créée en 2011 par cinq jeunes diplômés, pour mener des actions en faveur de l'égalité des chances à l'école et l'insertion professionnelle des jeunes des quartiers populaires. L'initiative ne parvient pas à obtenir le soutien des pouvoirs publics ni des institutions privées. C'est partant de ce constat que naîtra Novaedia, avec pour activité la conception de paniers de fruits, de petits déjeuners, de goûters et cocktails pour les entreprises, à partir de produits issus exclusivement de l'agriculture biologique, acquis auprès des agriculteurs des territoires proches de la Seine-Saint-Denis.

Mais le volet insertion par l'activité, principalement de jeunes en difficulté, n'est pas abandonné pour autant, au contraire. Novaedia a créé une quinzaine d'emplois depuis son démarrage, en ciblant les travailleurs handicapés, les jeunes de moins de 25 ans sans qualification et les jeunes diplômés.

L'entreprise dont le siège social est à Saint-Denis approvisionne donc les salariés de ses entreprises clientes en produits frais et de saison, en circuit court, leurs garantissant la traçabilité des produits et des prix équitables. Prix équitables qui bénéficient par ailleurs aux producteurs agricoles locaux (d'Ile-de-France).

Les deux grands volets de l'activité de l'entreprise (commerce et insertion) lui permettent de développer un modèle économique original dans la sphère de l'économie sociale et solidaire. Ses revenus proviennent en effet à 70% de son activité commerciale et à 30% des donations, du mécénat et des subventions.

Fort de son succès, Novaedia s'est lancée dans un projet de développement d'une agriculture urbaine à Stains en Seine-Saint-Denis. Sur un terrain de 1,2 hectare, l'entreprise ambitionne la réalisation d'un lieu de production maraichère, d'expérimentation de modes de production et de consommation alternatifs, de loisirs, mais également une boutique et un espace de 2 000 m^2 dédié à la formation. Il s'agit d'aller encore plus loin dans la mise en place d'une économie locale intégrée, en favorisant les relations entre producteurs locaux (d'Ile-de-France), consommateurs et institutions du territoire. Le projet pourrait générer une vingtaine d'emplois.

Vente-privée se renforce en Seine-Saint-Denis pour poursuivre son développement

Le 6e établissement en Seine-Saint-Denis de Vente-privée, leader mondial du déstockage en ligne, a été inauguré le 11 janvier. L'entreprise compte désormais 6 établissements dans le département (cinq à Saint-Denis et un au Blanc-Mesnil), sur la dizaine d'établissements qui lui appartiennent. Le nouveau site est un immeuble de bureaux de 9 étages et 9 600 m^2, en bordure de l'autoroute A1, à Saint-Denis. L'immeuble Le Vérone ainsi qu'il est nommé, accueillera à terme 600 salariés de l'entreprise travaillant dans les services supports. Ce qui permettra de libérer de l'espace sur ses autres sites. La Seine-Saint-Denis concentrera bientôt environ 1 500 des 2 800 salariés de l'entreprise, qui consolide sa position parmi les principaux employeurs privés du département.

Le développent sur le territoire de Vente-privé est une illustration supplémentaire de la mutation de l'économie départementale. Le territoire de La Plaine Saint-Denis particulièrement – qui accueille l'essentiel des établissements de Vente-privée - a définitivement tourné la page de l'industrie, pour se transformer en territoire de premier plan pour les activités de services et des nouvelles technologies de l'information et des communications. Les entreprises y trouvant des actifs spécifiques forts – sa localisation, les voies de communication, les prix de l'immobiliers, etc. - pour leur développement.

Vente-privée mise sur le potentiel de ce nouveau site, situé en bordure de l'un des axes principaux de trafic autoroutier d'Europe. 350 000 voitures circulent quotidiennement sur la portion de voies de l'autoroute A1 située devant l'immeuble. Il s'agit pour l'entreprise - opérant dans un secteur où l'activité est fortement conditionnée à la notoriété - d'un élément de visibilité fort. Le bâtiment a ainsi une double fonction : celle de lieu de travail pour les salariés et celle tout aussi importante de support pour la communication. Ses façades – faite de béton en résille, où sont incrustés 1 950 points lumineux (ampoules leds) - ont donc été particulièrement étudiées pour attirer l'attention. Un très grand écran (102 m^2) est par ailleurs installé sur le côté donnant directement sur l'autoroute A1. Celui-ci permettra à l'entreprise de diffuser des éléments de communication visibles par les automobilistes de loin.

Vente-privée, dont le chiffre d'affaires attendu en 2015 est de 2 Mds d'euros, continue d'avoir des projets à la Plaine Saint-Denis, territoire où l'entreprise a été créée en 2001 et où elle a son siège. Elle s'est pour cela, constituée des réserves foncières. Derrière Le Vérone par exemple, elle a acquis un terrain sur lequel elle réfléchit à l'implantation d'une salle de spectacle ou une « usine digitale ». Elle envisage également un ensemble immobilier aux normes écologiques très poussées derrière le stade de France. La Seine-Saint-Denis reste donc au cœur de la stratégie de développement de la société, qui années après années, multiplie les secteurs dans lesquels elle intervient.

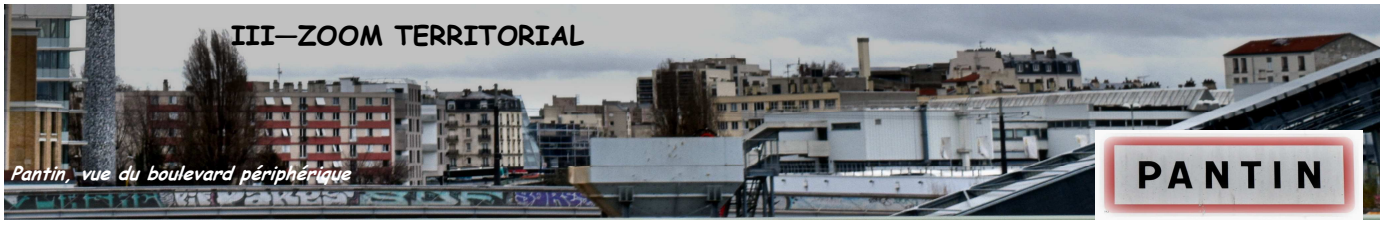
Aménagement : des sources d'énergie alternatives de plus en plus utilisées

Une nouvelle chaufferie biomasse pour une énergie moins polluante et plus abordable

Après Stains et Bagnolet, Sevran s'est dotée d'une chaufferie biomasse. Cette usine, inaugurée moins d'un mois avant la conférence internationale sur le climat du Bourget – COP 21 – de décembre 2015, marque un peu plus la volonté des communes du département de s'inscrire dans la démarche d'économies d'énergie et de diminution de l'empreinte de l'activité humaine sur l'environnement. La nouvelle usine décrite comme écologique et efficace, utilisera du bois d'élagage, de recyclage et des plaquettes forestières, récupérés dans un rayon maximum de 80 km autour du site, afin de minimiser les émissions de CO^2 liées au transport. La production de cette énergie renouvelable nécessitera 17 000 tonnes de bois pour alimenter 2 chaudières de 3,75 mégawatts chacune.

Douze mois de travaux et 6 millions d'euros ont été nécessaires pour réaliser cette infrastructure qui bénéficie à 13 000 habitants de Sevran et Aulnay-sous-Bois. Elle permet de chauffer et d'alimenter en eau chaude sanitaire, 4 500 logements des deux communes. Les ménages ne sont pas seuls à tirer bénéfice de cette installation ; des équipements publics et des entreprises des quartiers Rougemont et Perrin (Sevran) et Chanteloup (Aulnay-sous-Bois) sont également raccordés à la chaufferie. Le gestionnaire de l'équipement (l'entreprise Dalkia) espère convaincre d'autres entreprises et établissements publics de la zone de rejoindre la clientèle de la nouvelle chaufferie.

Outre la fourniture d'une énergie plus écologique (12 000 tonnes de CO^2 en moins rejetés dans l'atmosphère), la nouvelle usine a d'autres effets positifs. Depuis sa mise en service, les ménages raccordés ont pu constater une économie de 12% en moyenne sur leur facture énergétique, en comparaison de leur situation précédente – résultant notamment du taux de TVA réduit (5,5%) dont ils bénéficient. L'installation est également génératrice d'emplois, son gestionnaire évaluant à 17 le nombre d'emplois directs et indirects dans la filière bois nécessaires à son fonctionnement.



Pantin, vue du boulevard périphérique

Géographiquement situé au nord Est de Paris, la commune de Pantin est membre de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble » qui compte plus de 400 000 habitants. Son profil socio démographique est relativement proche de celui de la moyenne départementale.

Selon l'Enquête annuelle du recensement 2012 de l'Insee, la population pantinoise est passée de 53 315 habitants en 2007 à 53 060 en 2012 soit une baisse de 255 habitants en 5 années.

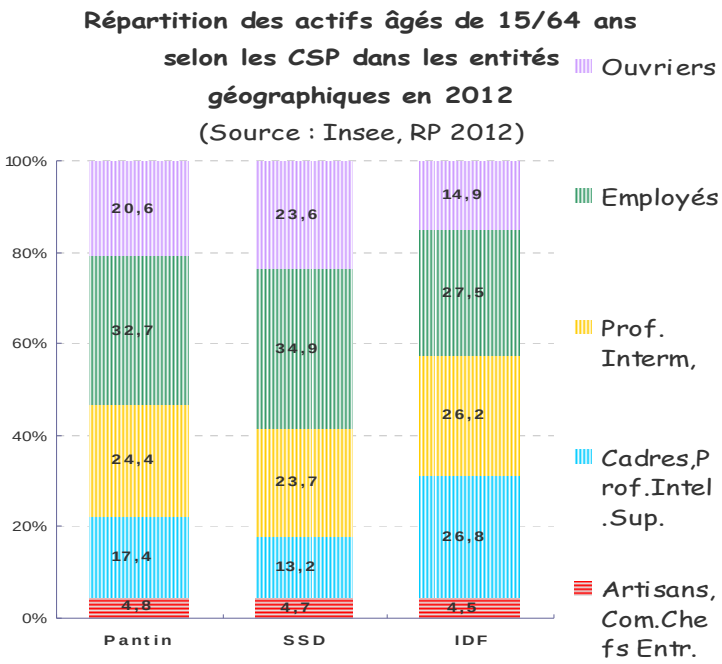
Population, Activité, Emploi et Chômage : Des indicateurs inscrits dans la moyenne départementale

Libellé géographique	Pop 15-64 ans en 2012	Actifs 15-64 ans en 2012	Chômeurs 15-64 ans en 2012	Inactifs 15-64 ans en 2012	Emplois salariés au Lieu de Travail en 2012	Taux d'emploi en 2012	Taux de chômage 15-64 ans en 2012
Pantin	36 064	27 153	4 900	8 911	27 802	61,7	18,0
Seine-Saint-Denis	1 021 478	746 034	131 818	275 444	546 032	60,1	17,7
Poids ville/SSD	3,5	3,6	3,7	3,2	5,1	-	-
Île de France	7 986 762	6 042 846	706 636	1 943 916	5 660 253	66,8	11,7

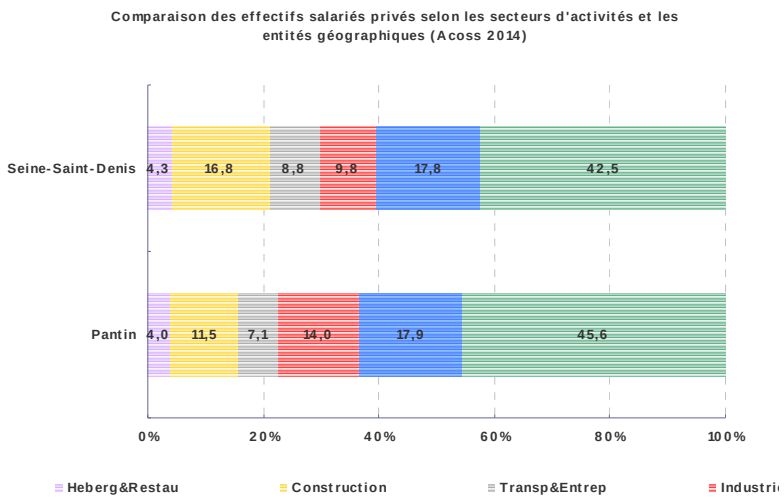
Comparativement à la Seine-Saint-Denis, la commune de Pantin présente des indicateurs socio économiques relativement meilleurs mais qui restent éloignés de la moyenne francilienne.

La part des Cadres et Professions Intellectuelles supérieures (17,4%) est plus élevée que celle du département (13,2%), mais largement en dessous du niveau régional

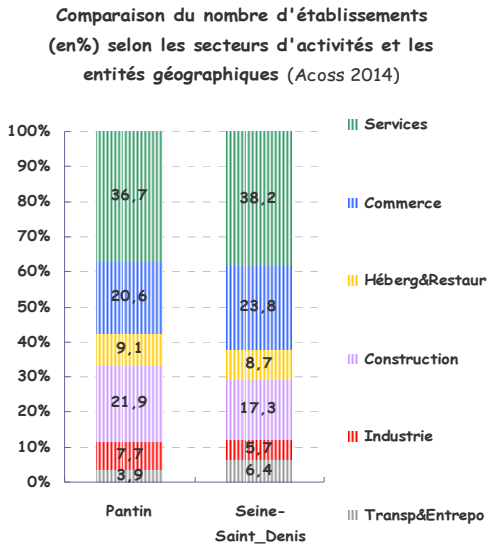
Inversement, on compte proportionnellement moins d'ouvriers au niveau communal (20,6%) qu'au niveau départemental (23,6%), mais nettement plus comparativement à la région (14,9%)



Nouveau bâtiment Hermès, Pantin



L'économie de Pantin est dominée par les Services (45% des emplois en 2014), avec un poids conséquent du Commerce (17% des emplois) suivi de près par l'Industrie (14%). Les secteurs où l'on observe les différences les plus notables par rapport à l'économie départementale sont les Services et l'Industrie — sur représentés — et la Construction - sous représentée dans la commune.

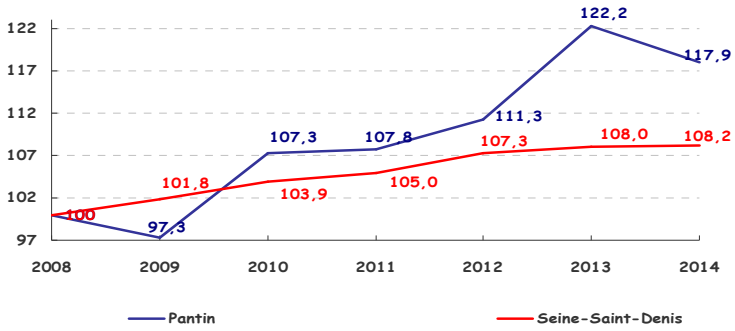


Concernant les établissements, les disparités entre Pantin et le département sont relativement ténues. Les secteurs d'activités où elles sont plus marquées sont la Construction où on compte proportionnellement plus d'établissements au niveau communal (23%) que dans le département (17%).

En revanche, on compte proportionnellement plus d'établissements dans le commerce au niveau départemental (23,8%) que dans la commune (20,6%).

Une évolution de l'emploi salarié privé nettement plus dynamique au niveau communal que départemental

De manière générale, les effectifs salariés du secteur privé ont progressé nettement plus rapidement à Pantin qu'en Seine-Saint-Denis. En effet , le gain observé entre 2008 et 2014 à Pantin s'élève à près de 18% alors qu'il atteint seulement 8%.



Secteurs d'activité	2008		2014		Evolution 2008/2014	
	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc
Industrie	3 751	19,8	3 115	14,0	- 636	-17,0
Construction	2 267	12,0	2 560	11,5	293	12,9
Commerce-réparation d'auto. et de motocycles	4 722	25,0	3 985	17,9	- 737	-15,6
Hébergement & Restauration	704	3,7	903	4,0	199	28,3
Transports et entreposage	698	3,7	1 575	7,1	877	125,6
Services	6 775	35,8	10 175	45,6	3 400	50,2
Ensemble des Secteurs	18 917	100,0	22 313	100,0	3 396	18,0

L'évolution selon les secteurs est plus contrastés. Deux secteurs , l'Industrie et le Commerce sont en recul respectivement de 17% et -15,6%. Les effectifs salariés de tous les autres secteur d'activité sont en progression notamment les Services qui augmentent de plus 50%.

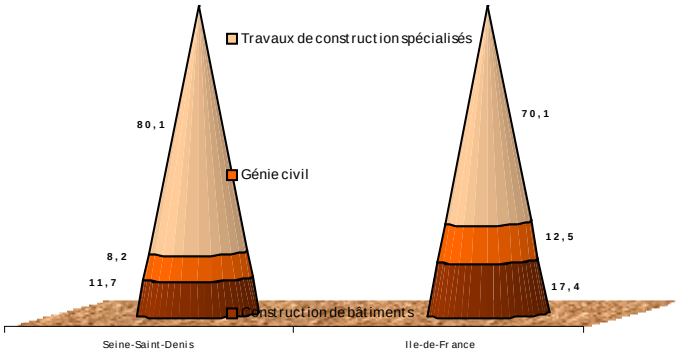
IV – ZOOM SECTORIEL (Source : Acoss 2014)

Le secteur de la Construction en Seine-Saint-Denis

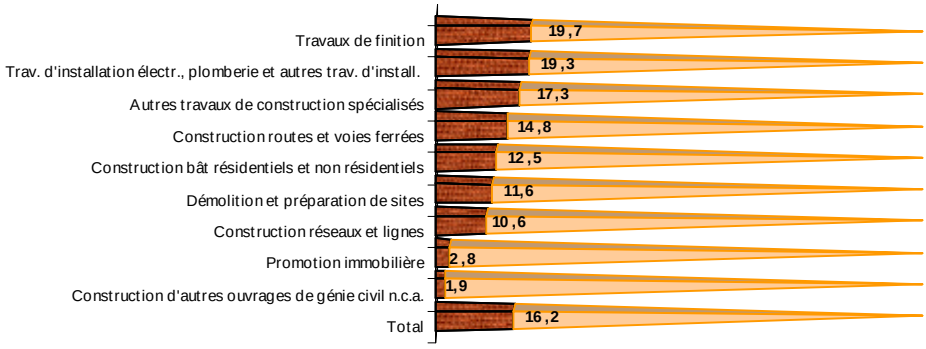
Avec 6 645 établissements ayant au moins 1 salarié et 45 557 salariés dans le privé, le secteur de la construction est sur représenté en Seine-Saint-Denis : 16% des salariés franciliens du secteur y sont comptabilisés contre 10% pour l'ensemble des secteurs.

De même, au sein du secteur de la construction, on note en Seine-Saint-Denis un pourcentage particulièrement élevé des effectifs dans la branche des Travaux de construction spécialisés : 80% contre 70% en Ile-de-France.

Répartition des salariés de la Construction en Ile-de-France et en Seine-Saint-Denis selon l'activité, en % (source : Acoss 2014)



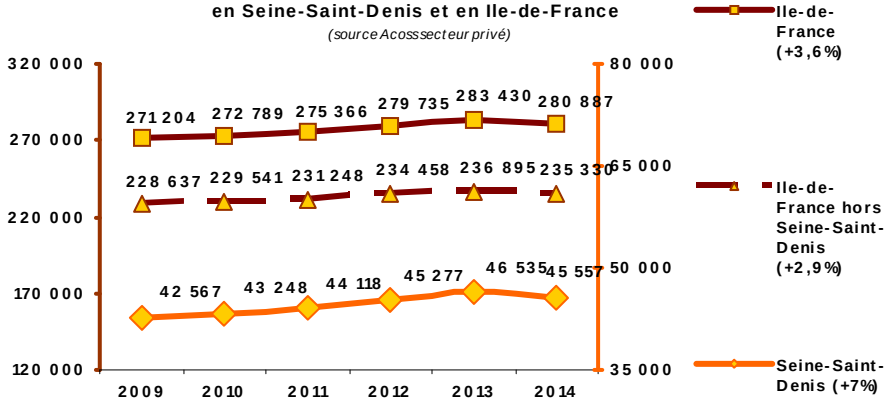
Poids des effectifs salariés de Seine-Saint-Denis en Ile-de-France dans les branches de la Construction, en % (source : Acoss - 2014)



En dehors de la promotion immobilière et de la construction d'autres ouvrages de génie civil pour lesquelles le poids du département est très faible (au regard des 10% du département dans les effectifs totaux de la région) toutes les branches sont sur représentées, particulièrement les travaux de finition (20% des effectifs franciliens), les travaux d'installation électriques, plomberie et autres travaux d'installation (19%) et autres travaux spécialisés (17%).

En 2014, un fléchissement qui fait suite à une hausse continue entre 2009 et 2013

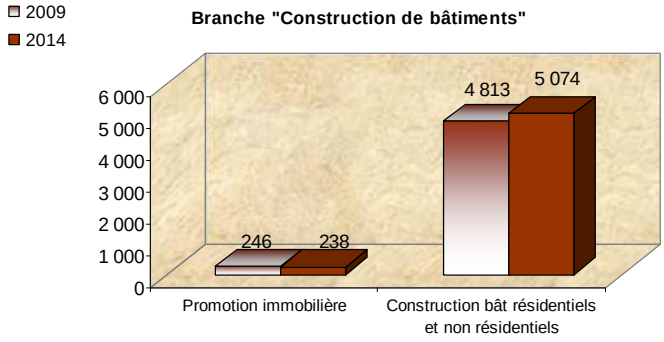
Evolution 2009-2014 des effectifs salariés de la Construct en Seine-Saint-Denis et en Ile-de-France
(source Acoss secteur privé)

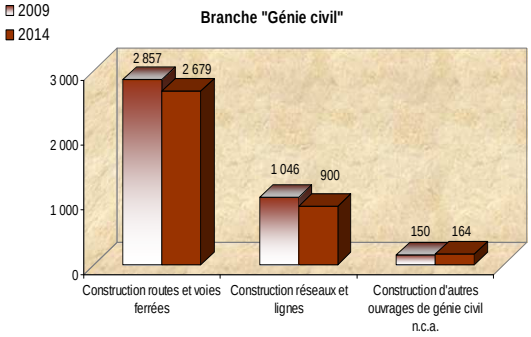


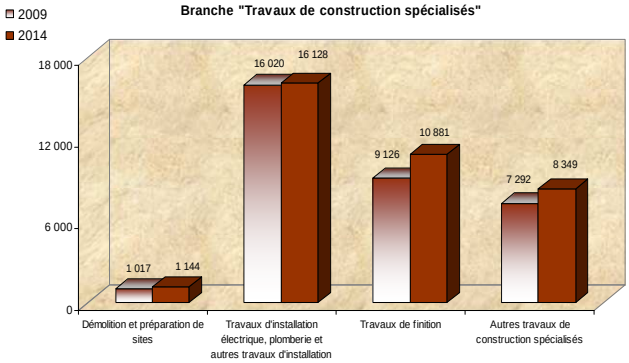
Après une hausse de 9,3% entre 2009 et 2013, les effectifs de la construction du département reculent de 2,1% en 2014. Recul également observé sur l'ensemble de l'Ile-de-France (-0,9%). Sur l'ensemble de la période, la hausse est de 7% pour le département et de 3,6% en Ile-de-France. De 2009 à 2014, la région a gagné 9 683 salariés dont 2 990 en Seine-Saint-Denis (soit 31% des gains).

De 2009 à 2014, l'ensemble de l'Ile-de-France passe de 34 837 à 36 894 établissements ayant au moins 1 salarié dans le secteur, soit 2 057 supplémentaires (+5,9%). Sur la même période, le département gagne 987 établissements (de 5 658 à 6 645, soit +17%), ce qui représente 48% de la hausse régionale.

Une évolution différente selon les branches de secteur de la construction

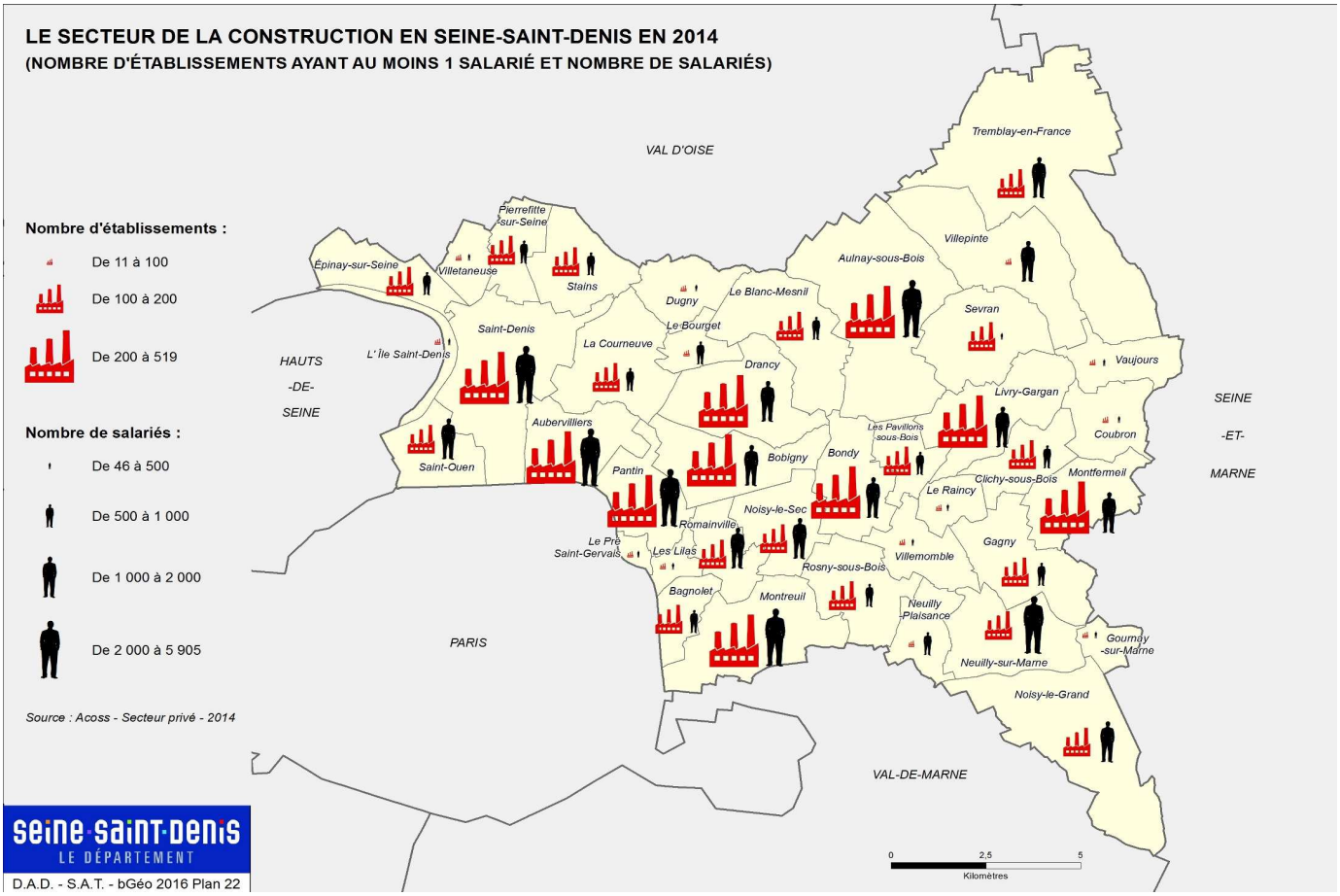






Comme on l'observe sur ces graphiques, ce sont essentiellement les branches liées aux travaux de construction spécialisés qui gagnent des emplois entre 2009 et 2014 ainsi que la construction de bâtiments (résidentiels ou non).

Une présence du secteur dans toutes les communes mais particulièrement dans les communes limitrophes de Paris.

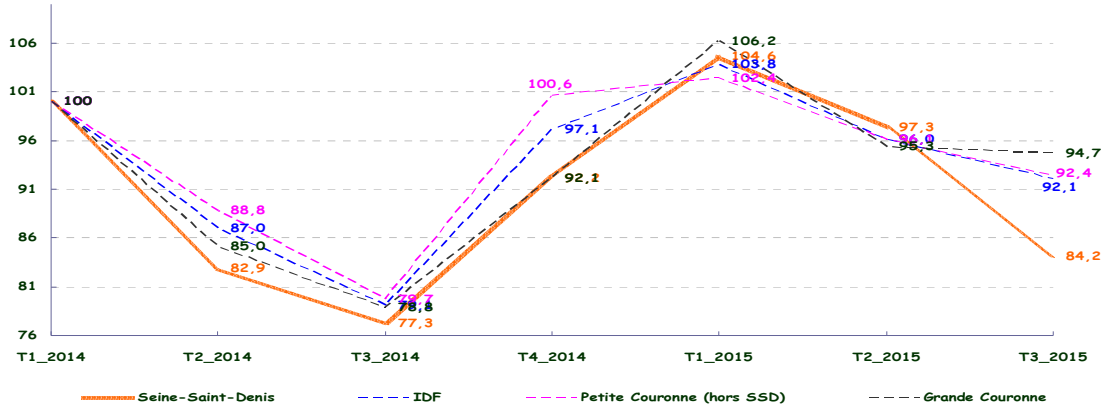


V – CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES : Source Insee

Les créations d'entreprise hors micro entrepreneur : Tendance à la baisse des créations d'entreprises hors régime micro entreprise en Seine-Saint-Denis (-14% entre le 2ème trimestre et 3ème trimestre 2015)

Département	2014		2015			Evolution en % 2014/2015	
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Evolution sur un an	Evolution sur un trimestre
Paris	5 609	7 205	7 358	6 850	6 215	10,8	-9,3
Seine-et-Marne	1 149	1 260	1 514	1 329	1 394	21,3	4,9
Yvelines	1 153	1 394	1 578	1 415	1 322	14,7	-6,6
Essonne	1 066	1 206	1 380	1 319	1 176	10,3	-10,8
Hauts-de-Seine	1 877	2 328	2 403	2 299	2 370	26,3	3,1
Seine-Saint-Denis	1 855	2 213	2 529	2 344	2 021	8,9	-13,8
Val-de-Marne	1 369	1 655	1 681	1 595	1 688	23,3	5,8
Val-d'Oise	1 074	1 331	1 533	1 328	1 446	34,6	8,9
IDF	15 152	18 592	19 976	18 479	17 632	16,4	-4,6

Evolution du nombre de créations d'entreprise (hors régime micro entreprise) entre le 1er trimestre 2014 et 3ème trimestre 2015



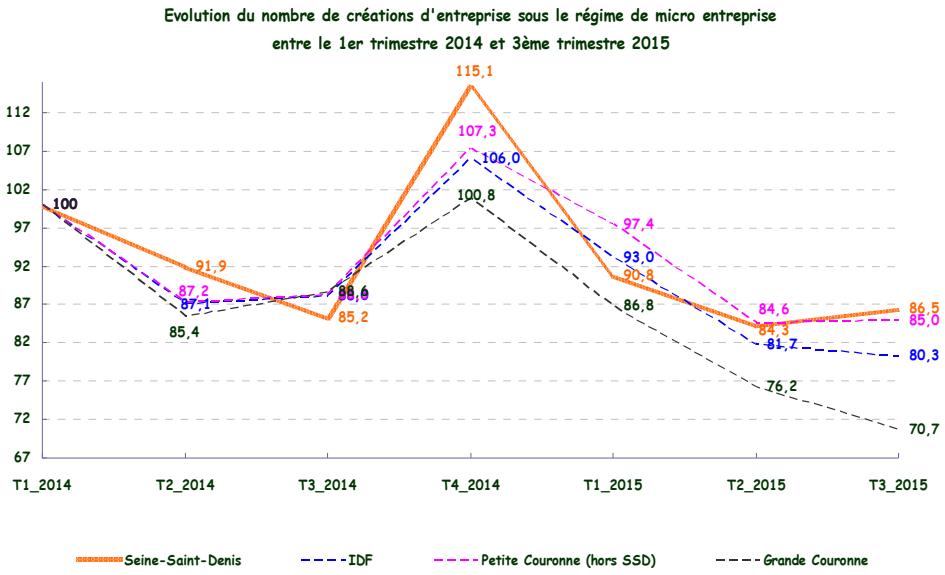
Deux trimestres consécutifs de baisse des créations d'entreprises en Seine-Saint-Denis; -20 points au cours de la période

Les créations de micro entreprises : Paris (+2,8%) et la Seine-Saint-Denis seuls territoires en Île de France où les créations de micro entreprise progressent

Département	2014		2015			Evolution en % 2014/2015	
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Evolution sur un an	Evolution sur un trimestre
Paris	5 072	6 131	5 637	4 992	5 132	1,2	2,8
Seine-et-Marne	1 418	1 558	1 343	1 205	1 080	-23,8	-10,4
Yvelines	1 764	2 024	1 801	1 548	1 425	-19,2	-7,9
Essonne	1 305	1 487	1 243	1 091	1 060	-18,8	-2,8
Hauts-de-Seine	2 369	2 921	2 683	2 219	2 117	-10,6	-4,6
Seine-Saint-Denis	1 856	2 508	1 997	1 852	1 884	1,5	1,7
Val-de-Marne	1 644	1 998	1 758	1 529	1 497	-8,9	-2,1
Val-d'Oise	1 242	1 454	1 267	1 102	1 009	-18,8	-8,4
IDF	16 670	20 081	17 729	15 538	15 204	-8,8	-2,1

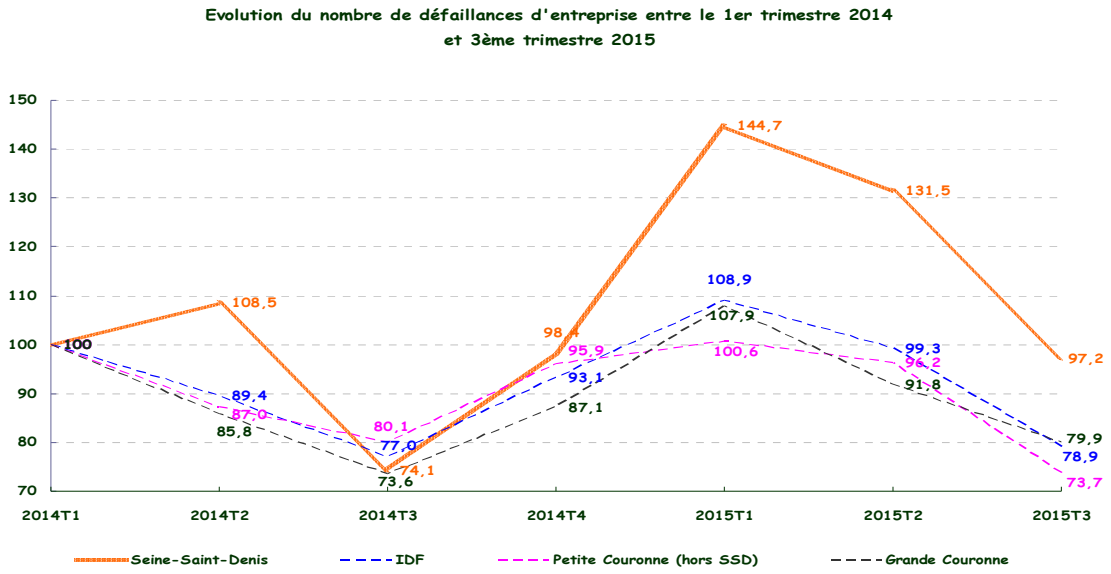
« Au fil de l'eau »: vente de produits agricoles, canal de l'Ourcq, Seine-Saint-Denis

Depuis le début de l'année 2015, les créations de micro entreprises résistent mieux à la baisse que les créations d'entreprises hors régime miro entreprise



Les défaillances : Forte baisse des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis -26% au 3e trimestre 2015

Département	2014		2015			Evolution en % 2014/2015	
	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	Evolution sur un an	Evolution sur un trimestre
Paris	863	994	1 138	1 022	727	-15,8	-28,9
Seine-et-Marne	270	288	323	290	284	5,2	-2,1
Yvelines	224	247	324	265	199	-11,2	-24,9
Essonne	164	206	311	202	208	26,8	3,0
Hauts-de-Seine	230	361	291	292	271	17,8	-7,2
Seine-Saint-Denis	316	419	615	559	413	30,7	-26,1
Val-de-Marne	246	259	256	298	236	-4,1	-20,8
Val-d'Oise	197	272	291	306	234	18,8	-23,5
IDF	2 510	3 046	3 549	3 234	2 572	2,5	-20,5



VI – MARCHE DU TRAVAIL (Source : Direccte Ile-de-France)

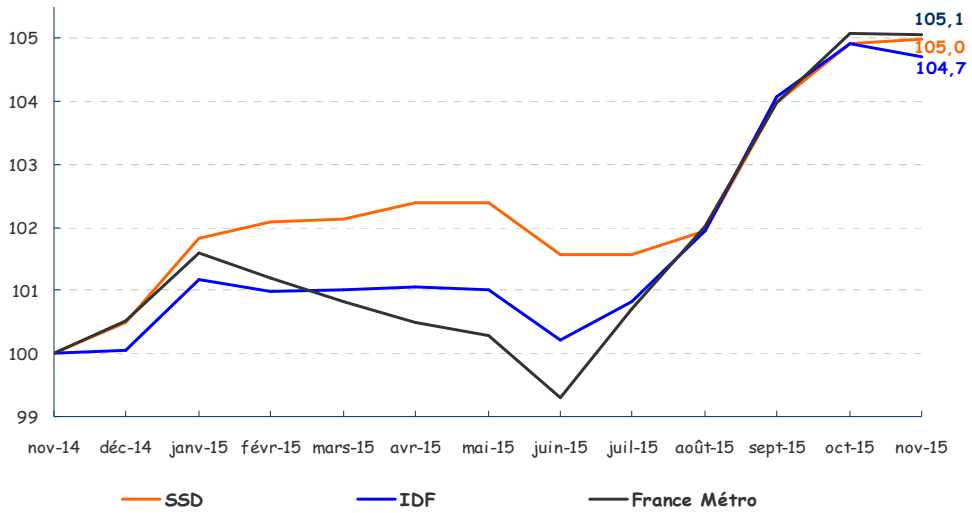
Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en catégorie A et ABC (sources :Direccte IDF / Dares)							
Données CVS	Novembre	Octobre	Novembre	variation %	variation %	% -25 ans	% durée > 1 an
	2014	2015	2015	1 mois	1 an	nov-15	nov-15
Seine-Saint-Denis							
Catégorie A	118 201	121 600	121 920	0,2	3,1	11,2	
Catégories ABC	157 600	165 000	165 130	0,1	4,8	10,6	43,8
Ile-de-France							
Catégorie A	660 240	678 870	677 980	-0,1	2,7	10,9	
Catégories ABC	918 810	960 130	961 100	0,1	4,6	10,2	43,7
France métropolitaine							
Catégorie A	3 486 400	3 589 800	3 574 800	-0,4	2,5	15,8	
Catégories ABC	5 180 000	5 435 800	5 442 500	0,1	5,1	15,2	45,0

Sur une année glissante (Novembre2014 et Novembre 2015), le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C est encore en progression sur tous les territoires. C'est au niveau national qu'on observe l'augmentation la plus sensible : +5,1% contre 4,8% et 4,6% pour respectivement la Seine-Saint-Denis et l'Ile-de-France. Sur 3 mois les augmentations observées s'élèvent au 3 niveaux territoriaux à 0,1%, .

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, c'est au niveau national que l'on observe le taux le plus élevé. (15,8% pour les catégories A,B,C contre 10,6% pour le département et 10,2% pour la région). Quant au chômage de longue durée, c'est encore la France Métropolitaine qui est la plus touchée avec 45% de demandeurs d'emploi. En Seine-Saint-Denis et en Île de France les proportions s 'élèvent respectivement à 43,8% et 43,7%).

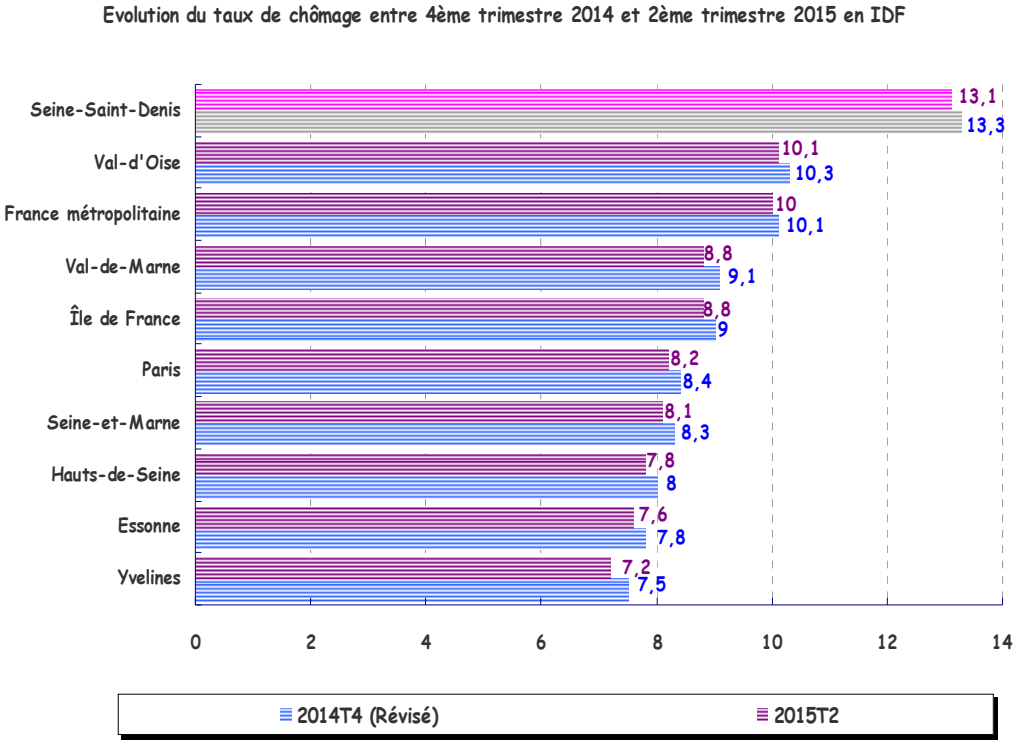
L'observation de l'évolution mensuelle sur une année glissante des demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C montre une tendance assez similaire pour les 3 entités. Toutefois, au cours des derniers mois, l'Île de France semble se démarquer des deux autres territoires avec une tendance à la baisse au cours des deniers mois de 2015

Evolution mensuelle du nb de demandeurs d'emploi (catégorie A,B,C) Nov.2014/Nov.2015 en indice base 100 novembre 2014. -Source : Ministère du travail -site internet (données brutes)-

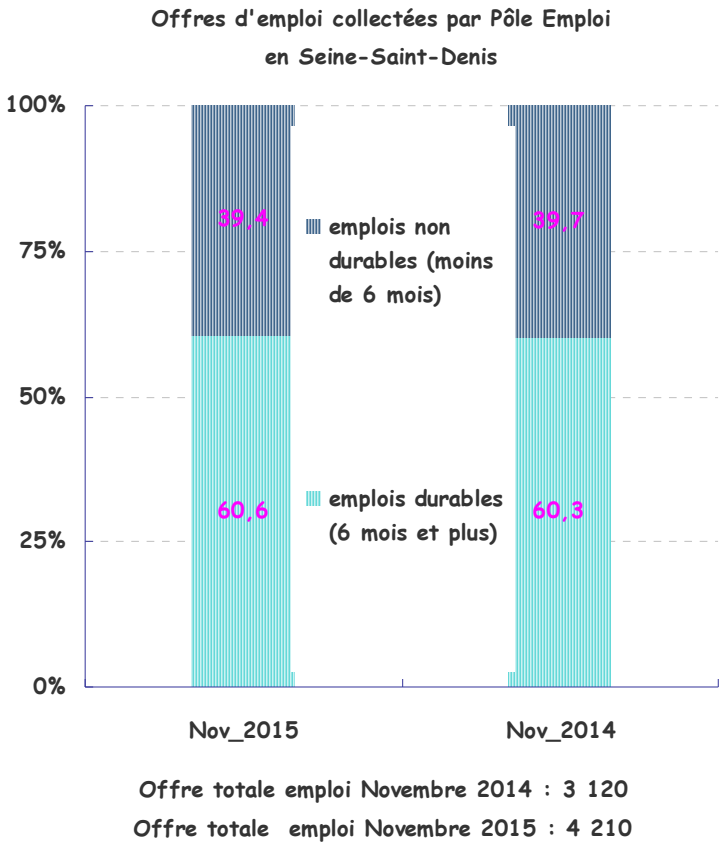


Taux de chômage : Baisse de 0,2 point en Seine-Saint-Denis entre décembre 2014 et juin 2015

Le taux de chômage au 2ème trimestre 2015 est en recul dans tous les départements franciliens. C'est à Paris et dans le Val de Marne qu'on enregistre les baisses les importantes (-0,3 point) par rapport à décembre 2014. En Seine-Saint-Denis comme dans les autres départements de l'IDF, la baisse s'élève à –0,2 point



Offres d'emplois : Une offre globale en hausse de 35% en novembre 2015



En 12 mois (nov-2014 à nov-2015), le nombre des offres d'emploi collectées par Pôle Emploi, a progressé de près de 35% en Seine-Saint-Denis, passant 3 120 à 4 210.

Proportionnellement, on compte un peu plus d'emplois durables en novembre 2015 (60,6%) qu' en novembre 2014 (60,3%).

Inversement la part des emplois de moins de 6 mois est moins importante au cours de la même période (39,4% contre 39,7%).

R.S.A.—SITUATION DEPARTEMENTALE (Source : CAF)

LE REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE : UNE HAUSSE DE 4% DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RSA EN SEINE-SAINT-DENIS ENTRE MARS 2015 ET SEPTEMBRE 2015

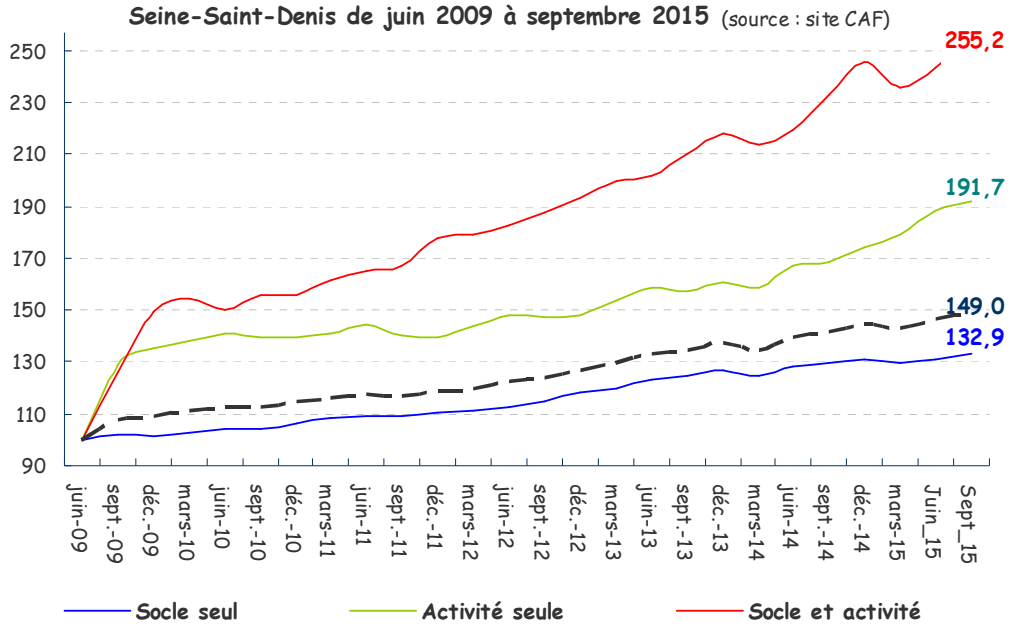
Période	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Ensemble RSA
Sept_13	67 111	16 242	8 425	91 778
Dec_13	68 350	16 597	8 755	93 702
Mars_14	66 999	16 382	8 582	91 963
Juin_14	68 935	17 273	8 809	95 017
Sept_14	70 027	17 421	9 329	96 777
Déc_14	70 583	17 979	9 843	98 405
Mars_15	69 816	18 485	9 458	97 759
Juin_15	70 746	19 450	9 763	99 959
Sept_15	71 640	19 789	10 235	101 664

Comme les trimestres précédents, le nombre d'allocataires du RSA continue de progresser en Seine-Saint-Denis,. En Septembre 2015, la barre des 100 000 allocataires a été franchie pour atteindre 101 664 personnes présentes dans le dispositif.

Entre mars et septembre 2015 ce sont plus de 3 900 individus qui sont entrés dans le dispositif ce qui correspond à une progression de 4% en 6 mois. Sur une année (septembre 2014/ Septembre 2015), l'accroissement s'élève à +5% soit 4 890 personnes de plus dans le dispositif.

A l'image de l'ensemble des allocataires du RSA, les différentes composantes continuent également leur progression. Depuis juin 2009, le "RSA socle" (ancien RMI) a progressé de 32%, le "RSA activité" de près de 92% et le "RSA Socle et Activité" de plus de 145%.

Evolution (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à septembre 2015 (source : site CAF)



LEXIQUE :

RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral[1].

RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée) au cours des douze

R.S.A.—SITUATION REGIONALE ET COMPRAISONS DEPARTEMENTALES

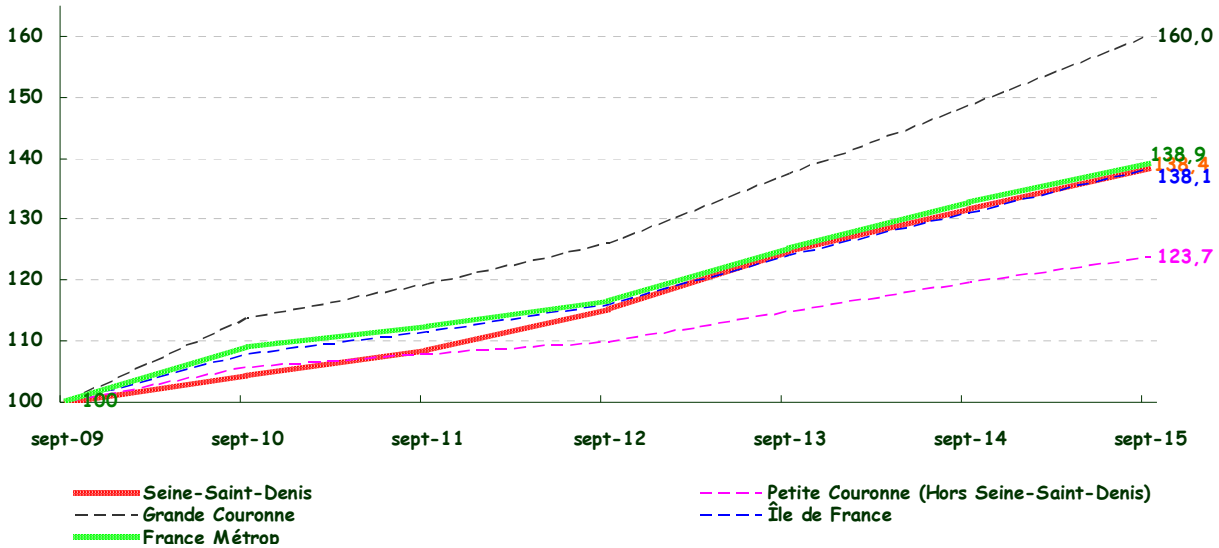
LE REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE

Près d'1/4 des foyers allocataires su RSA sont en Seine-Saint-Denis

Départements	sept.-09	sept.-10	sept.-11	sept.-12	sept.-13	sept.-14	sept.-15	Evolution entre septembre 2009 et septembre 2015	Poids des départements en IDF en Septembre 2015
Paris	69 707	73 493	74 770	75 776	78 114	80 415	83 222	19,4	19,6
Seine-et-Marne	23 635	26 980	28 643	30 895	34 016	36 601	39 251	66,1	9,3
Yvelynes	20 133	22 919	23 510	24 519	26 251	28 414	30 820	53,1	7,3
Essonne	22 064	24 165	25 413	26 861	29 614	32 345	34 979	58,5	8,2
Hauts-de-Seine	34 806	35 626	36 007	36 306	38 109	40 246	40 835	17,3	9,6
Seine-Saint-Denis	73 470	76 801	79 847	84 692	91 778	96 777	101 664	38,4	24,0
Val de Marne	37 090	40 554	41 832	43 485	46 219	48 401	51 094	37,8	12,0
Val d'Oise	26 223	30 567	32 248	33 697	36 472	39 358	42 257	61,1	10,0
Ile-de- France	307 128	331 105	342 270	356 231	380 573	402 557	424 122	38,1	-
France métropolitaine	1 619 656	1 765 052	1 817 836	1 886 663	2 025 499	2 149 767	2 250 346	38,9	-

Depuis sa création en 2009, le nombre d'allocataires du RSA n'a cessé de croître dans tous les départements franciliens. Les départements de la grande couronne sont ceux qui ont connu les augmentations les plus importantes. Quant à la Seine -Saint-Denis qui arrive juste après ces départements en terme d'accroissement, elle détient toujours le nombre record d'allocataires - 101 664 en novembre 2015-. Paris et les Hauts-de-Seine se distinguent par des hausses les plus modérées.

Evolution du nombre de foyers allocataires du RSA selon les territoires entre septembre 2009 et septembre 2015 (Indice base 100 : année 2009/ Source : Site CAF)



LES DEFINITIONS DU CHÔMAGE

A - Le taux de chômage du recensement : Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi. Le chômage au recensement est plus élevé que le chômage au sens du BIT car les personnes inactives ont parfois tendance à se déclarer au chômage alors qu'elles ne répondent pas à tous les critères du BIT.

B - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) ; L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

C - Le taux de chômage au sens du BIT : En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Remarque du Pôle Emploi : « La notion de demandeurs d'emploi inscrits à "Pôle emploi" est différente de celle du chômage BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee (voir ci-après) ».

LES CHIFFRES CLES

INSEE	Superficie : **236,2 km²** Nombre d'habitants en janvier 2012 (population totale) : 1 538 726 Part des moins de 20 ans en 2012 : **28,7 %** Population active (15-64 ans) en 2012 : **73%** Part des foyers non imposables (impôts sur le revenu 2012) : **38,9 %**
INSEE	**Médiane du** Revenu disponible par unité de consommation en 2012 - **Seine-Saint-Denis - 16 609 €** (Ile-de-France : 22 180 €)
SIRENE-INSEE 2015	Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis au 01 juin 2015 : **145 955**
INSEE	Nombre de créations d'entreprises hors régime micro entreprises en 2014 : **8 459** Nombre de créations d'entreprises sous le régime de micro entreprises en 2014 : **8 546** Taux de création d'entreprise en 2014 : **18,9%** Taux horaire (brut) du SMIC 2015: 9,61 / SMIC brut mensuel en 2015: 1 457,52 €
ACOSS	Nombre de salariés dans les établissements privés d'au moins 1 salarié en 2014 : **466 840**

seine saint denis
LE DÉPARTEMENT

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'INNOVATION - DEEFI -

Directeur : **Charles ASSOULINE**

Ce bulletin est réalisé par **l'équipe de Pôle Veille Economique**

Nathalie JOLY : njoly@cg93.fr Démographie – Emploi – Enquêtes

Virgile ADJAHI : vadjahi@cg93.fr Etudes - Statistiques - Enquêtes

Raymond LEHMAN : rlehman@cg93.fr Actualités mondiales, départementales - Grandes entreprises - Aménagement commercial

Dorssaf ZAHER EL ALAOUI : dzaherelalaoui@cg93.fr / Tel : 01 43 93 86 45 Contact et Abonnement

Sous la responsabilité de :

Jean-Luc PARISOT, Directeur adjoint

www.seine-saint-denis.fr